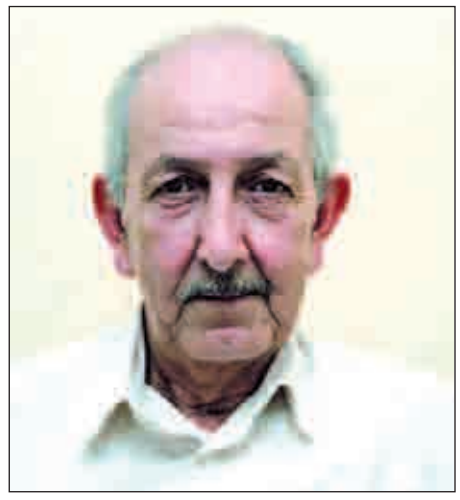
Le Soir
PANORAMA
Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

«Élections à l'algérienne»(*) : retour sur un demi-siècle d'impostures



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@Yahoo.fr

Les campagnes électorales ressourcent-elles l'inspiration des candidats-orateurs ou, au contraire, ceux-là les appréhendent comme de pénibles épreuves ? Sans doute que pour la plupart d'entre eux, la confrontation à un auditoire n'est jamais aisée au point qu'ils finissent par se compromettre verbalement. Car mal inspirés dans la riposte ou alors trop improvisateurs, ils dérapent dans le propos et énoncent des énormités en guise d'arguments[1]. Ce fut sûrement le cas d'un certain Sahli, officiellement premier de cordée d'un parti fantôme (l'ANR pour ne pas le nommer), lequel parvint audacieusement à faire l'éloge de la fraude électorale qui, selon lui, serait un moindre mal face à l'éventualité d'une dissolution pure et simple du Parlement !

Ainsi donc, cet hurluberlu trouve matière à relativiser l'escroquerie des urnes au nom d'un faux dilemme alors qu'il devrait savoir qu'une loi votée par un Parlement issu d'un truquage ne vaut guère mieux qu'un décret émis par un dictateur. Pour un chef de parti qui ne doit sa petite notoriété qu'aux vertus de la démocratie, M. Sahli est décidément d'une bêtise rédhibitoire.

Cela dit, au-delà du caractère insolite de cette profession de foi, l'éternelle question qui agite à ce jour le pays concerne précisément la capacité de nuisance de l'Etat dans ce domaine. Il est vrai que depuis Naegelen, alors gouverneur d'une Algérie colonisée, nos votes sont devenus synonymes de truquage, falsification, bourrage, manipulation, urnes à double fond, etc. A son corps défendant, ce pays héritait de cette réputation peu engageante accordée à son nom. Des «élections à l'algérienne», disait-on, pour signifier l'escroquerie.

Hélas, la souveraineté acquise n'avait pas permis de gommer une peu glorieuse référence. Au contraire, les élites qui nous dirigèrent depuis y trouvèrent matière à imiter parfois le haut fonctionnaire français d'autrefois. En effet, à l'exception peut-être d'un certain référendum organisé dans une pagaille heureuse le 1er juillet 1962, plus aucune consultation ne fut satisfaisante en terme de crédibilité. Par habitude et peut-être aussi par préjugés à l'encontre de la perspicacité populaire, les régimes successifs ne se génèrent pas pour mettre sous haute surveillance les urnes en réservant d'ailleurs le droit de s'auto-légitimer par le recours à la force. En cinquante-cinq années, cette Algérie, qui avait connu une dizaine d'élections locales et autant de législatives et présidentielles sans oublier les multiples référendums, a-t-elle pour autant le moindre souvenir d'une véritable adhésion de l'électorat ? Probablement que non. Et cela pour la simple raison que les scores à la soviétique en se succédant marquaient bel et bien l'arrogance d'un pouvoir qui ne voulait plus, ni plus ni moins, que de passer en force lors de la présidentielle de 2004 avec une réélection à 85% et à 80% en 2005 pour valider l'amnistie par référendum. Seulement, au fil des ans et des scrutins, la désertion de l'électorat devint tellement perceptible qu'il était quasiment ridicule d'en maquiller le boycott par des correctifs grossiers.

A partir de 2007, les statistiques du ministère de l'Intérieur connurent de fortes chutes aussi bien pour les législatives qu'au cours des élections générales (APC-APW). Mais alors que s'était-il passé en 2007 quand la propagande du pouvoir continuait à faire passer en boucle tous les superlatifs qui accompagnèrent le plébiscite présidentiel des précédentes années ? En effet, au moment où l'on répétait à l'envi que Bouteflika était au sommet de sa popularité, il advint qu'à l'occasion des législatives de mai 2007, l'on décida de changer le fusil d'épaule. Face à des résultats globaux catastrophiques, le ministère de l'Intérieur trouva effectivement matière à ne plus s'appesantir sur les véritables chiffres récupérant ainsi du crédit auprès de l'opinion même si, à contrecœur, il devait pointer de l'index la faillite des partis. Comme il se dit en football, ce fut ce coaching gagnant qui allait amplifier la nouvelle stratégie du pouvoir consistant à mettre dans le collimateur le «pluralisme partisan débridé» (sic) auquel il imputera la lente érosion du soutien populaire qu'il prétendait avoir conquis grâce à sa politique de «pacification» mettant fin à ce qu'il qualifiait de «guerre civile». Ainsi, hormis le bloc des appareils qui lui servent de relais (FLN, RND, Hamas), il reléguera le reste des partis politiques au rang de faire-valoir au sein du Parlement. Les ignorant jusqu'à les priver de la moindre consultation comme il est de tradition dans les véritables démocraties, il organisera justement le viol de la Constitution un certain 12 novembre 2008 en ne s'appuyant que sur l'activisme des parlementaires du FLN et du RND.

Fin de la séquence relative à la transparence des urnes, laquelle ne fut rien d'autre que le procès en creux du pluralisme. La présidentielle de 2009, fruit d'un parjure intolérable, consacrera en quelque sorte la réussite de sa «révolution copernicienne». C'est-à-dire un retour au passé avec, à la clé, la réhabilitation progressive de la pensée unique sauf que celle-ci engagerait le binôme FLN-RND.

Parlant solidairement la «novlangue» du bouteflikisme, Belkhadem et Ouyahia accompagnèrent le Président jusqu'au jour où les printemps arabes provoquèrent quelques orages dans les cieux du palais et que le doute commença à ronger les esprits. C'était le moment (2011) qu'allait choisir le successeur de Zerhouni au ministère de l'Intérieur (Ould Kablia) pour annoncer la levée du numerus clausus sur l'agrément de nouveaux partis. La ruse politique était évidente pour les observateurs qui découvriront, en parallèle à cette concession au multipartisme, un Président profondément perturbé par le contexte insurrectionnel dans lequel pataugeaient les Etats arabes. Par charrettes entières l'on fit entrer en scène une multitude de figurants qui devaient faire pièce aux ambitions cachées qui prenaient corps au sein du binôme FLN-RND, notamment. Très vite, il crut déceler au sein de ces partis-béquilles qui lui ont longtemps servi, des velléités de contestation attribuées au tandem Belkhadem-Ouyahia à qui d'ailleurs il réservera des traitements humiliant en les limogeant sans explication de toutes les fonctions qu'ils occupaient. Alors que la vieille machinerie partisane faisait pâle figure, l'audience des courants de l'opposition s'améliorait auprès du palais. Louisa Hanoune, entre autres, devenait son interlocutrice préférée et sa communicante la plus crédible. C'était elle que la presse consultait et qui ne tarissait pas en analyses. Ayant un avis sur tous les sujets, elle prenait la défense de Bouteflika en ne réservant sa vindicte qu'aux cartels de l'affairisme. Autant dire qu'elle possédait des fagots de langue de bois. C'est cette atmosphère trouble qui poussa le chef de l'Etat à l'ermitage. Un retrait qui durera plusieurs semaines jusqu'à ce que le pays apprenne son hospitalisation en avril 2013. Depuis cette date, l'activité politique elle-même changera de perspective. Les thématiques partisanes elles aussi connaîtront une sorte de convergence consensuelle vers l'unique enjeu qui vaille la peine. Celui de la nécessaire succession. Malheureusement, ce qui devait aller de soi en termes d'éthique de l'Etat et d'impératifs médicaux édictés par la faculté tourna à une cristallisation quasi-clanique autour des avantages à engranger dans l'éventualité d'un statu quo. L'année horrible de 2014 qui vit l'Algérie se donner en spectacle à travers la comédie d'une fausse présidentielle fut le point d'orgue de cette dérive. Ceci expliquant cela, les législatives de mai prochain ne visent aucunement à améliorer notre parlementarisme car elles s'inscrivent dans le même processus d'avril 2014 qui avait autorisé Bouteflika à demeurer au sommet de l'Etat. Ainsi, en tablant sur une massive participation, l'on compte justement mettre un terme à la bataille des légitimités qui aurait dû être tranchée différemment.

Exemplaire dans la basse flagornerie, Ould Abbès n'a-t-il pas, justement, vendu la mèche dans ce sens-là ? En effet, il n'a eu de cesse de déclamer haut et fort, depuis quelques jours, que ce scrutin sera «le préambule de l'apothéose prévue en 2019». Voilà qui, non seulement est clair, mais éclaire de surcroît la lanterne de l'électeur indécis qui ne voudra pas être, une fois de trop, à l'origine de la bérézina qui menace le pays.

B. H.

(*) La formule date des années 1950 à la suite des élections truquées par Naegelen. Elle était pour la presse française le synonyme de la falsification des résultats et du bourrage des urnes.

1) Lire à ce sujet l'article concernant le parti ANR publié par le journal *Liberté* le 26 mars (page 7).

POUSSE AVEC EUX !

Chut ! Vous allez les réveiller !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@laalamhakimus

Pourquoi la viande d'âne est-elle interdite de vente en Algérie ? Parce qu'elle est assimilée à du…

… cannibalisme !

L'affaire semble faire grand bruit. Lors du dernier Sommet de la Ligue arabe à Amman, en Jordanie, plusieurs dirigeants ont été surpris en pleine… sieste ! Je ne vois franchement pas pourquoi tant de bruit autour d'un truc aussi normal, banal. La sieste ? Et puis après ? Dois-je rappeler les avis médicaux sur cette question de la sieste ? Tous les toubibs, et pas que les toubibs arabes, vous le confirmeront : la sieste, c'est excellent pour la santé. La sieste, c'est réparateur. La sieste augmente les chances de vivre plus vieux et donc la possibilité de faire des siestes plus longtemps encore. Avant la dernière grande sieste, bien sûr. Les gens qui ne font pas de sieste le paieront un jour ou l'autre. Et ça, voyez-vous, les dirigeants arabes l'ont compris. Alors, plutôt que de payer après, ils siestent maintenant. Pas con ! Et puis, soyons honnêtes. Nous sommes entre nous : qui peut réellement me dire quelle est la différence entre un dirigeant arabe qui fait la sieste et celui qui est éveillé lors d'un sommet arabe ? Ceux qui marchent dans les travées, ou qui circulent entre la salle des conférences et les coulisses ? Faux ! Les dirigeants arabes, passés maîtres dans l'art de la sieste, sont depuis quelques années déjà capables de faire la sieste tout en marchant ! Une sorte d'état de «somnambulisme actif». Tu le vois bouger, tu le vois aller et venir, tu le vois même parler et répondre aux questions des journalistes, mais il dort ! Il fait la sieste. D'ailleurs, les sommets de la Ligue arabe sont devenus au fil du temps, au fil du mauvais temps, un haut lieu de la philosophie de la sieste et un atelier géant des techniques les plus récentes de «sieste s'kimi». Comme pour Barcelone et son incontournable Mobile Word Congress, comme pour Genève et son mythique Salon de l'automobile, comme pour Berlin et sa fête annuelle de la… bière, le Sommet de la Ligue arabe est le rendez-vous planétaire des dernières nouveautés en matière de sieste. On y vient de tous les coins et recoins ronflants de la planète pour y observer des Arabes en train de dormir. Et on y prend des notes. Des notes sur ce monde qui avance au moment où les Arabes roupillent ! Quant à moi, plutôt que de faire la sieste, je préfère fumer du thé et rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.